

ML.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
19 VIII 1957
Transmis à M. 1 - <i>Coordination (1)</i>
Présenté à la H.

L. 5789/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 6 juin 1957, d'une demande d'avis sur un projet de loi "instituant une prime spéciale d'accident aéronautique", a donné le 26 juin 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e juni 1957 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende instelling van een bijzondere premie wegens luchtvaartongeval", heeft de 26e juni 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à créer pour les membres des forces armées une prime d'accident aéronautique. Cette matière est actuellement organisée par l'arrêté du Régent du 2 mai 1950 fixant les allocations et primes dues à l'occasion de prestations aéronautiques.

Article 1er.

Suivant l'article 1er, alinéa dernier, de l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 approuvant le texte des lois coordonnées sur les pensions de réparation, "toutes les pensions et allocations attribuées en exécution de la présente loi constituent une réparation forfaitaire et excluent l'attribution, pour le même fait dommageable, de toute autre indemnisation ...".

La loi du 9 mars 1953, réalisant certains ajustements en matière de pension militaire et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix, rend applicable la législation sur les pensions de réparation aux invalides militaires du temps de paix et à leurs ayants droit; lorsqu'ils bénéficient d'une pension de réparation, ils ne peuvent donc plus prétendre à une autre indemnisation pour le même fait dommageable.

L'article 1er, § 1er, du projet apporte une dérogation au caractère forfaitaire de la pension de réparation; l'intervention du législateur est dès lors nécessaire.

L'article 1er, § 2, alinéa 1er, du projet dispose que, "sauf en ce qui concerne l'application de la loi du 9 mars 1953 précitée, le paiement de la prime sur la base de la présente loi exclut, à concurrence du montant de la prime, l'attribution pour un même fait dommageable de toute autre indemnité à charge de l'Etat".

Suivant l'exposé des motifs, cette disposition a trait à l'hypothèse où la responsabilité de l'Etat serait engagée; le paiement de la prime d'accident aéronautique exonère l'Etat, à concurrence du montant de cette prime, de tous dommages-intérêts qui seraient dus pour le fait dommageable.

Cette disposition ne fait cependant pas appel à la notion de dommages-intérêts mais à la notion plus large d'"indemnité". Cette terminologie pourrait prêter à certaines discussions concernant l'octroi du pécule de départ accordé par les lois du 23 décembre 1955 aux officiers et sous-officiers auxiliaires de la force aérienne dont l'engagement a été résilié pour cause d'inaptitude physique. Pour qu'aucun doute ne puisse subsister concernant le maintien de cette législation, il y aurait lieu de mieux préciser la portée du paragraphe 2, alinéa 1er, en prévoyant que la prime d'accident sera octroyée indépendamment des avantages accordés tant en vertu de la législation sur les pensions de réparation qu'en vertu de la législation sur les officiers et sous-officiers auxiliaires de la force aérienne.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 1er de la manière suivante :

.../...

"Article 1er.-

§ 1er. Indépendamment des avantages accordés en vertu de la législation sur les pensions de réparation et de la législation sur les officiers et sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, une prime d'accident aéronautique d'un montant de cinq cent mille francs est allouée, en temps de paix, aux personnes qui réunissent les conditions fixées par la présente loi.

§ 2. Le paiement de la prime visée au paragraphe 1er exclut, à concurrence de son montant, l'attribution pour un même fait dommageable de dommages-intérêts à charge de l'Etat.

Celui-ci est subrogé , à concurrence du montant de la prime payée, dans les droits de tout bénéficiaire de cette prime, contre les tiers responsables du fait dommageable".

Article 2.

L'article 2 énumère les ayants droit qui, en cas de décès du militaire résultant d'un accident survenu dans l'accomplissement d'un service aérien, auront droit à la prime spéciale d'accident.

En disposant que ces personnes auront droit à la prime "à condition que la victime n'ait pas antérieurement perçu la prime en vertu du 1^{er}", le projet prévoit que, si le militaire a survécu à l'accident mais n'a pas touché la prime avant son décès, ce droit à la

prime ne constituera pas une créance faisant partie du patrimoine du défunt; cette prime sera perçue par les ayants droit énumérés dans le projet, non en tant qu'héritiers, mais en tant que créanciers directs de l'Etat.

+

+ +

Dans le but de rendre l'article 2 du projet plus clair, le Conseil d'Etat propose de le diviser en deux articles, le premier reprenant le 1° de l'article 2, et le second le 2°; cela permettra une subdivision du 2° qui en rendra la lecture plus aisée.

"Article .-

A droit à la prime d'accident le militaire contraint de quitter définitivement le service pour cause d'inaptitude physique consécutive à un accident survenu dans l'accomplissement d'un service aérien régulièrement commandé ou autorisé, s'il n'est pas établi qu'il y a eu faute lourde de sa part.

Article .-

§ 1er. En cas de décès d'un militaire résultant d'un accident ou des suites d'un accident survenu dans l'accomplissement d'un service aérien régulièrement commandé ou autorisé, si l'accident n'a pas été intentionnellement provoqué par la victime et si celle-ci n'a pas perçu la prime en vertu de l'article , ont droit à la prime :

- 1° l'épouse non séparée de corps;
- 2° par parts égales, les enfants légitimes, les enfants naturels reconnus par le militaire et les enfants adoptés par le militaire, si ce dernier était veuf, divorcé, séparé de corps ou célibataire.

§ 2. Dans le cas prévu au paragraphe 1er et à défaut d'ayants droit qui y sont visés, ont droit à la prime :

- 1° le père ou, à son défaut, la mère de la victime; en cas de divorce, de séparation de corps ou de séparation de fait, celui des parents qui habitait avec la victime au moment de l'accident ou qui prouve l'avoir élevé et avoir veillé à son entretien pendant une période de cinq ans avant l'âge de dix-huit ans; si aucune de ces conditions n'est remplie ou si chacun des parents en remplit une, la prime est payée par moitié au père et à la mère;
- 2° par parts égales, les frères et soeurs de la victime, à défaut du père ou de la mère ou si aucun des deux ne remplit les conditions requises pour obtenir la prime;
- 3° par parts égales, les personnes physiques qui prouveront avoir élevé et avoir veillé à l'entretien de la victime pendant une période de cinq ans avant l'âge de dix-huit ans, à défaut de frères et soeurs ou si les frères et soeurs ne remplissent pas les conditions requises pour obtenir la prime.

Les personnes visées au présent paragraphe n'ont droit à la prime d'accident que si elles profitaient directement des rémunérations du militaire; sont présumées telles, celles qui habitaient avec lui ou celles chez qui le militaire avait son foyer.

Sous peine de déchéance, les personnes visées au présent paragraphe doivent demander la prime d'accident par lettre recommandée à la poste, adressée au Ministre de la Défense nationale dans un délai de trois mois à partir du 1er du mois qui suit celui au cours duquel le décès est survenu".

Article 4.

En disposant en son article 4 que "pour l'application de l'article 2, 1°, est contraint de quitter définitivement le service pour cause d'inaptitude physique : l'officier ou le militaire au-dessous du rang d'officier mis à la pension de retraite pour cause d'inaptitude physique", le projet entend viser aussi bien le militaire auquel un droit à la pension d'ancienneté est reconnu en application de l'article 2, A, 4°, des lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, que les militaires mis à la pension de retraite par application de l'article 3, C et D, des mêmes lois modifiées par la loi du 13 juillet 1934.

.../...

Pour qu'aucun doute ne subsiste à cet égard, le Conseil d'Etat propose de rédiger ce texte de la manière suivante :

"le militaire bénéficiaire d'une pension de retraite pour cause d'inaptitude physique ".

+
+ +

L'article 4 ne prévoit pas l'hypothèse des candidats officiers ou sous-officiers auxiliaires de la force aérienne dont l'engagement est résilié pour cause d'inaptitude physique par application des articles 5 des lois du 23 décembre 1955.

Il ne prévoit pas non plus l'hypothèse de l'officier auxiliaire ou du sous-officier auxiliaire qui n'est pas admis dans les cadres actifs pour cause d'inaptitude physique résultant d'un accident aéronautique , alors qu'il lui a été possible de terminer son engagement comme auxiliaire.

Si on entend accorder la prime d'accident à ces militaires, il y aurait lieu de modifier le texte du projet.

.../...

Article 5.

Suivant la réglementation actuelle, c'est une commission qui "statue sur les droits aux primes d'accident" (arrêté du Régent du 2 mai 1950, article 17, alinéa 1er).

Le projet qui maintient, par son article 5, § 1er, l'existence d'une commission, ne lui confie plus que l'élaboration d'un rapport "au sujet de l'existence des conditions requises pour l'octroi de la prime".

Le § 2 de cet article dispose que "le Ministre de la Défense nationale apprécie souverainement si les conditions requises pour l'octroi de la prime sont réunies et accorde ou refuse la prime par décision motivée".

L'article 2 du projet dispose que les militaires et leurs ayants droit ont un véritable droit à la prime d'accident dès le moment où ils réunissent les conditions prévues.

En présence de l'évolution du droit administratif depuis la création du Conseil d'Etat et dans la perspective d'une réorganisation du contentieux administratif, particulièrement des juridictions administratives, le Conseil d'Etat estime que c'est à un juge qu'il doit appartenir de statuer sur l'existence des conditions requises pour avoir droit à la prime d'accident.

Une telle compétence a été confiée par la loi à toute une série de commissions que la doctrine et la jurisprudence considèrent comme des juridictions administratives, telles les commissions de pensions militaires, de pensions de réparation, de dommages de guerre aux biens privés. Ces juridictions sont formées d'un collège présidé généralement par un magistrat de l'ordre judiciaire et dont les membres doivent être indépendants du pouvoir exécutif; une procédure est organisée devant elles, qui a notamment comme but de veiller à ce que les intéressés puissent faire valoir leur point de vue.

En confiant au Ministre le pouvoir d'apprécier "souverainement" si les conditions requises pour l'octroi de la prime sont réunies, le projet confie une véritable compétence juridictionnelle à un membre du pouvoir exécutif, sans aucune règle de procédure sinon l'obligation de faire dresser un rapport par une commission et celle de motiver sa décision. Si l'on peut découvrir dans le droit administratif belge des précédents où un véritable pouvoir juridictionnel est confié à une seule personne attachée au pouvoir exécutif sans règles de procédure, il n'en reste pas moins que depuis de nombreuses années, dans toute une série de matières qui se rapprochent par l'un ou l'autre de leurs aspects de celle traitée par le projet, le législateur a entendu confier la fonction juridictionnelle à un collège qui, présidé par un juriste, statue suivant une procédure dont la caractéristique principale est de garantir les droits des intéressés.

C'est en s'inspirant de la même tendance que le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 5 du projet de la manière suivante :

.../...

"Article 5.-

§ 1er. Une commission statue souverainement, par décision motivée, sur l'existence des conditions requises pour l'octroi de la prime spéciale d'accident.

§ 2. La commission est présidée par un magistrat et comprend, outre le président, deux officiers de la force aérienne, un officier de la force terrestre, un officier de la force navale, le médecin dirigeant la section du service de santé à la force aérienne, et un officier supérieur médecin attaché à la force à laquelle appartient le militaire victime de l'accident.

Le Roi nomme les membres de la commission ainsi qu'un suppléant pour chacun d'eux.

§ 3. Le Roi fixe les règles de procédure qui seront suivies devant la commission; elles permettront notamment aux intéressés de prendre connaissance des éléments du dossier et de présenter oralement ou par écrit leurs moyens.

§ 4. Les décisions de la commission sont soumises au recours ouvert par l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, contre les décisions contentieuses administratives.

Ce recours peut être introduit tant par l'Etat que par les requérants originaires.

Si l'annulation est prononcée, l'affaire est renvoyée devant la commission autrement composée, qui devra se conformer à l'arrêt du Conseil d'Etat sur le point de droit jugé par lui".

+

+ +

.../...

Comme il n'existe pas de service de santé de la force aérienne, mais bien des officiers du service de santé, détachés à la force aérienne, les mots "le médecin-chef du service de santé de la force aérienne" de l'article 5, § 1er, alinéa 2, devraient être remplacés par les mots "le médecin dirigeant la section du service de santé à la force aérienne".

+

+

+

Par application de l'article 7 de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 réglant les attributions du Comité du budget, le projet ne peut être pris que sous le contreseing du Ministre des Finances.

Het ontwerp strekt er toe ten behoeve van de leden van de krijgsmacht een premie wegens luchtvaart-ongeval in te voeren . Deze materie is thans geregeld door het besluit van de Regent van 2 mei 1950 tot vaststelling van de toelagen en premiën voor luchtvaart-prestaties verschuldigd.

Artikel 1.

Naar luid van artikel 1, laatste lid, van het besluit van de Regent van 5 oktober 1948 houdende goedkeuring van de tekst van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen, zijn "al de krachtens deze wet verleende pensioenen en toelagen een forfaitaire vergoeding, waardoor de toekenning van om 't even welke andere vergoeding voor hetzelfde schadelijk feit uitgesloten wordt ...".

De wet van 9 maart 1953 houdende sommige aanpassingen inzake militaire pensioenen en verlening van kosteloze genees- en artseneijkundige verzorging voor de militaire invaliden van vreedestijd, verklaart de wetgeving betreffende de vergoedingspensioenen van toepassing op de militaire invaliden van vreedestijd en op hun rechtverkrijgenden; wordt hun een vergoedingspensioen uitgekeerd, dan kunnen zij bijgevolg geen aanspraak maken op een andere vergoeding voor hetzelfde schadelijk feit.

.../...

Doordat artikel 1, § 1, van het ontwerp voorziet in een afwijking van het forfaitair karakter van het vergoedingspensioen, is optreden vanwege de wetgever derhalve een noodzakelijkheid.

+
+ +

Artikel 1, § 2, eerste lid, van het ontwerp bepaalt : "Behoudens wat de toepassing van voornoemde wet van 9 maart 1953 betreft, sluit de betaling van de premie op grond van deze wet, tot beloop van het bedrag van de premie, de toekenning uit van iedere andere vergoeding ten laste van de Staat voor een zelfde schadelijk feit".

Volgens de memorie van toelichting neemt deze bepaling het geval onder ogen waarin de Staat aansprakelijk zou zijn; de betaling van de premie wegens luchtvaartongeval ontslaat de Staat, tot het bedrag van deze premie, van enige andere schadevergoeding die voor het schadelijk feit mocht zijn verschuldigd.

De besproken bepaling doet evenwel geen beroep op het begrip "schadeloosstelling", maar op het ruimere begrip "vergoeding". Deze terminologie zou aanleiding kunnen geven tot discussie in verband met de uitkering van het vertrekgeld, door de wetten van 23 december 1955 toegekend aan de hulpofficieren en -onderofficieren van de luchtmacht wier dienstverbintenis wegens lichamelijke ongeschiktheid werd verbroken

.../...

Om alle onzekerheid over het in stand blijven van deze wetgeving weg te nemen, is het wenselijk de strekking van de tweede paragraaf, eerste lid, te verduidelijken, en met name te bepalen dat de premie wegens ongeval wordt uitgekeerd onverminderd de voordelen toegekend zowel op grond van de wetgeving betreffende de vergoedingspensioenen als op grond van de wetgeving betreffende de hulpofficieren en -onderofficieren van de luchtmacht.

De Raad van State stelt voor, artikel 1 als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

§ 1. Onverminderd de voordelen toegekend krachtens de wetgeving betreffende de vergoedingspensioenen en de wetgeving betreffende de hulpofficieren en -onderofficieren van de luchtmacht, wordt een premie wegens luchtvaartongeval ten bedrage van vijfhonderd duizend frank, in vredetijd, aan hen toegekend die aan de bij deze wet gestelde vereisten voldoen.

§ 2. De betaling van de in de eerste paragraaf bedoelde premie sluit, tot het beloop van haar bedrag, de toekenning uit van schadevergoeding ten bezware van de Staat voor hetzelfde schadelijk feit.

De Staat treedt, tot het beloop van het bedrag van de betaalde premie, in de rechten van iedere rechthebbende op de premie tegen de voor het schadelijk feit aansprakelijke derden".

.../...

Artikel 2.

Artikel 2 geeft een opsomming van de rechtver-
krijgenden die, bij overlijden van de militair ten
gevolge van een ongeval dat zich heeft voorgedaan bij
de uitvoering van een vliegdiens, recht hebben op de
bijzondere premie wegens ongeval.

Met de bepaling dat die personen op de
premie recht hebben "voor zover het slachtoffer **niet** reeds
ingevolge 1° de premie heeft ontvangen", stelt het ont-
werp dat, indien de militair het ongeval overleefd maar
de premie niet ontvangen heeft vóór zijn overlijden,
dit recht op de premie niet aan te merken is als een
van het vermogen van de afgestorvene deel uitmakende
schuldvordering; de in het ontwerp opgesomde rechtver-
krijgenden zullen de premie ontvangen niet als erfge-
namen, maar als rechtstreekse schuldeisers van de
Staat.

+

+ +

Duidelijkheidshalve beveelt de Raad van
State aan, artikel 2 van het ontwerp in twee artikelen
te splitsen, waarvan het eerste uit 1° van artikel 2
en. het tweede uit 2° daarvan zouden bestaan; verder
kan 2°, met het oog op de overzichtelijkheid, worden on-
derverdeeld.

.../...

"Artikel .-

Op de premie wegens ongeval heeft recht de militair die genoodzaakt is de dienst voorgoed te verlaten wegens lichamelijke ongeschiktheid ten gevolge van een ongeval dat zich bij het uitvoeren van een regelmatig bevolen of toegelaten vliegdiens heeft voorgedaan, voor zover niet vaststaat dat hij een grove fout heeft begaan.

Artikel .-

§ 1. Bij overlijden van een militair, veroorzaakt door een ongeval of door de gevolgen van een ongeval dat zich bij het uitvoeren van een regelmatig bevolen of toegelaten vliegdiens heeft voorgedaan, mits het ongeval niet opzettelijk door het slachtoffer is veroorzaakt en de betrokkene de premie niet krachtens artikel heeft ontvangen, hebben op de premie recht :

- 1° de niet van tafel en bed gescheiden echtgenote;
- 2° bij gelijke delen, de wettige kinderen, de door de militair erkende natuurlijke kinderen en de door de militair aangenomen kinderen, **indien deze weduwnaar**, uit de echt of van tafel en bed gescheiden, of ongehuwd was.

§ 2. In het geval bepaald in de eerste paragraaf en bij ontstentenis van aldaar bedoelde rechthebbers, hebben op de premie recht :

.../...

- 1° de vader of, bij dezès ontstentenis, de moeder van het slachtoffer; in geval van echtscheiding, van scheiding van tafel en bed of van feitelijke scheiding, degene van de ouders die ten tijde van het ongeval met het slachtoffer woonde of die bewijst het slachtoffer te hebben opgevoed en in zijn onderhoud te hebben voorzien gedurende vijf jaren vóór de leeftijd van achttien jaar; indien aan geen van deze voorwaarden voldaan is of indien ieder van de ouders een van deze voorwaarden vervult, wordt de premie voor de helft aan de vader en aan de moeder uitgekeerd;
- 2° bij gelijke delen, de broeders en zusters van het slachtoffer, bij ontstentenis van de vader of van de moeder of indien geen van beiden de voorwaarden vervult om de premie te ontvangen;
- 3° bij gelijke delen, de natuurlijke personen die bewijzen dat zij het slachtoffer hebben opgevoed en in zijn onderhoud hebben voorzien gedurende vijf jaren vóór de leeftijd van achttien jaar, bij ontstentenis van broeders en zusters, of indien de broeders en zusters de voorwaarden niet vervullen om de premie te ontvangen.

De in deze paragraaf bedoelde personen hebben op de premie wegens ongeval alleen recht indien de **bezoldigingen** van de militair hun rechtstreeks ten goede kwamen; als zodanig worden aangemerkt zij die met hem woonden of bij wie de militair zijn tehuis had.

Op straffe van verval moeten de in deze paragraaf bedoelde personen de premie wegens ongeval, bij een ter post aangetekende brief, bij de Minister van Landsverdediging aanvragen binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de eerste van de maand volgende op die waarin het overlijden heeft plaats gehad".

Artikel 4.

Wanneer het ontwerp in artikel 4 bepaalt dat "voor de toepassing van artikel 2, 1°, is genoodzaakt de dienst wegens lichamelijke ongeschiktheid voorgoed te verlaten : de officier of de militair beneden de rang van officier die op rustpensioen wordt gesteld wegens lichamelijke ongeschiktheid", doelt het hiermede zowel op de militair aan wie aanspraak op anciënniteitspensioen wordt erkend bij toepassing van artikel 2, A, 4°, van de wetten op de militaire pensioenen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 11 augustus 1923, als op de militairen die op rustpensioen worden gesteld bij toepassing van artikel 3, C en D, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1934.

Om ten deze elke twijfel uit te sluiten, stelt de Raad van State voor, deze tekst als volgt te lezen :

"de militair die een rustpensioen geniet wegens lichamelijke ongeschiktheid".

+

+

+

Artikel 4 treft geen voorzieningen voor het geval van kandidaat-hulpofficieren of -onderofficieren van de luchtmacht wier dienstverbintenis, bij toepassing van de artikelen 5 van de wetten van 23 december 1955, wegens lichamelijke ongeschiktheid wordt verbroken.

.../...

Evenmin neemt dit artikel het geval onder ogen van de hulpofficier of -onderofficier die niet tot het actief kader toegelaten wordt wegens lichamelijke ongeschiktheid ten gevolge van een luchtvaartongeval, terwijl het hem niettemin mogelijk is geweest de aange-gane dienstverbintenis als hulpofficier of -onderoffi-cier te voltooien.

Is men voornemens de premie wegens ongeval ook aan die militairen toe te kennen, dan behoort de tekst van het ontwerp te worden gewijzigd

Artikel 5.

Volgens de huidige regeling doet een commissie "uitspraak over de rechten op de premiën wegens ongeval" (besluit van de Regent van 2 mei 1950, artikel 17, eerste lid).

Wel houdt het ontwerp, krachtens artikel 5, § 1, een commissie in stand, doch het belast deze commissie nog alleen met het uitbrengen van verslag "betreffende het voorhanden zijn van de voor het ver-lenen van de premie gestelde voorwaarden".

De tweede paragraaf van dit artikel bepaalt dat "de Minister van Landsverdediging in hoogste instan-tie oordeelt of de voorwaarden voor het toekennen van de premie vervuld zijn en de premie bij gemotiveerde beslissing verleent of ontzegt".

.../...

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt dat de militairen en hun rechtverkrijgenden een werkelijk recht hebben op de premie wegens ongeval, mits zij de gestelde voorwaarden vervullen.

Gelet op de evolutie van het bestuursrecht sedert de oprichting van de Raad van State en met het vooruitzicht op een hervorming van de bestuursgeschillen, meer in het bijzonder van de administratieve rechtscolleges, is de Raad van State van oordeel dat over de vraag of de voorwaarden om op de premie wegens ongeval recht te hebben voorhanden zijn door een rechter behoort te worden beslist.

De wet heeft een soortgelijke bevoegdheid opgedragen aan een ganse reeks commissies die door rechtsleer en rechtspraak als administratieve rechtscolleges worden aangemerkt; aldus de commissies voor militaire pensioenen, voor vergoedingspensioenen, voor oorlogsschade aan private goederen. Bedoelde rechtscolleges hebben doorgaans een magistraat van de rechterlijke orde als voorzitter, terwijl hun leden onafhankelijk moeten zijn van de uitvoerende macht; voor deze rechtscolleges geldt een procedureregeling die er met name in voorziet dat de betrokkenen gelegenheid krijgen hun zienswijze te doen gelden.

Door aan de Minister de bevoegdheid op te dragen om "in hoogste instantie" te oordelen of de voorwaarden tot toekenning van de premie vervuld zijn, kent het ontwerp aan een lid van de uitvoerende macht een eigenlijke rechtsprekende bevoegdheid toe, zonder verdere

.../...

procedureregels dan de verplichting om door een commissie verslag te doen uitbrengen, en om zijn beslissing te motiveren. Kent het Belgisch bestuursrecht weliswaar precedents waarin aan een enkele tot de uitvoerende macht behorende persoon een ware rechtsprekende bevoegdheid is toegekend zonder procedureregeling, daartegenover staat evenzeer dat de wetgever sedert tal van jaren, in een reeks aangelegenheden die in een of ander opzicht met de door het ontwerp behandelde materie parallel lopen, de uitoefening van de rechtsprekende bevoegdheid heeft opgedragen aan een college dat, door een jurist voorgezeten, uitspraak doet volgens een procedure welke zich in hoofdzaak hierdoor kenmerkt dat zij de rechten van de betrokkenen beveiligd.

Hiervan uitgaand, geeft de Raad van State voor artikel 5 van het ontwerp volgende lezing in overweging :

"Artikel 5.-

§ 1. Een commissie oordeelt bij gemotiveerde beslissing onherroepelijk of de vereisten voor het toekennen van de bijzondere premie wegens ongeval vervuld zijn.

§ 2. De commissie wordt voorgezeten door een magistraat en bestaat, benevens de voorzitter, uit twee officieren van de luchtmacht, een officier van de landmacht, een officier van de zeemacht, de geneesheer die de leiding heeft van de afdeling van de gezondheidsdienst bij de luchtmacht, en een hoofdofficier-geneesheer verbonden aan het krijgsmachtdeel waartoe de militair, slachtoffer van het ongeval, behoort.

.../...

De Koning benoemt de leden van de commissie alsook een plaatsvervanger voor elk van hen.

§ 3. De Koning bepaalt de vóór de commissie te volgen procedureregelen; deze moeten onder meer voorzien in de mogelijkheid voor de betrokkenen van de gegevens van het dossier inzage te nemen en hun middelen mondeling of schriftelijk voor te dragen.

§ 4. De beslissingen van de commissie zijn vatbaar voor hetzelfde beroep als artikel 9 van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State openstelt tegen administratieve beslissingen in betwiste zaken.

Dit beroep kan zowel door de Staat als door de oorspronkelijke verzoekers worden ingesteld.

Wordt de beslissing vernietigd, dan wordt de zaak verwezen naar de anders samengestelde commissie, die zich schikt naar het arrest van de Raad van State wat betreft het rechtspunt waarover deze heeft beslist".

+

+

+

Daar er geen gezondheidsdienst van de luchtmacht maar wel bij de luchtmacht gedetacheerde officieren van de gezondheidsdienst bestaan, zouden de woorden "de geneesheer hoofd van de gezondheidsdienst van de luchtmacht" in artikel 5, § 1, tweede lid, moeten worden vervangen door de woorden "de geneesheer die de leiding heeft van de afdeling van de gezondheidsdienst bij de luchtmacht".

+

+

+

.../...

Overeenkomstig artikel 7 van het besluit van de Regent van 15 december 1948 houdende regeling van de ambtsbevoegdheden van het Begrotingscomité, kan het ontwerp niet dan met medeondertekening van de Minister van Financiën tot stand komen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F. LEPAGE,
de Heren :

conseiller d'Etat, président
raadsheer van State, voorzitter

G. HOLOYE,
G. VAN BUNNEN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

P. COART-FRESART,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

P. ANSIAUX,

Madame : J. DE KOSTER,
Mevrouw :

greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. DE KOSTER.

(s) F. LEPAGE.